

Périodique REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

« Réflexions » a pour but d'inciter les progressistes à la réflexion. Les articles que nous publions ici sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire

Sommaire

P1 Edito

P2 De l'antilibéralisme à l'Union de la gauche

P3 Crise à Airbus

P4 Gayssot la honte

P4 Pourquoi l'effondrement du Socialisme ?

P5 La politique criminelle des USA

Edito :

Premiers enseignements de la campagne présidentielle pour le mouvement révolutionnaire

Au moment où nous écrivons ces lignes, la campagne électorale est en cours. Il reste finalement douze candidats en lice.

Les sondages font apparaître la méfiance des électeurs qui ne voient guère comment faire changer les choses par leur vote. Quant à M.G Buffet, elle donne l'impression de préparer surtout son désistement au deuxième tour pour Ségolène Royal. La vieille stratégie « d'Union de la gauche » est toujours la boussole (suicidaire) du PCF.

Sans attendre la fin de la campagne pour l'élection présidentielle et les élections législatives, il est d'ores et déjà possible de tirer d'importantes leçons pour le mouvement révolutionnaire. Ainsi, force est de constater que la stratégie « anti-libérale » choisie par le PCF est un échec. Une grande partie des composantes de l'alliance anti-libérale n'est pas anti-capitaliste et ne souhaitait donc pas que la secrétaire générale du PCF incarne cette alliance lors de la campagne de l'élection présidentielle. Ces composantes étaient tellement déterminées à éliminer le PCF qu'elles ont refusé de tenir compte de la consultation des comités locaux de cette alliance. Il faut dire que la stratégie anti-libérale était fondée sur l'illusion que le rassemblement du Non à la constitution européenne correspondait à une convergence profonde. Or, les composantes de ce rassemblement sont en désaccord sur des

questions essentielles : énergie, technologies, développement économique, Europe à construire, ... Le PCF veut en fait cette alliance dans l'objectif de trouver des forces d'appoint pour sauver des sièges d'élus qui sont menacés. Cette démarche ne lui permettra pas de sauver grand chose, mais il y laisse son âme et sa crédibilité auprès des salariés.

Le mouvement révolutionnaire doit maintenant construire une autre démarche en affirmant ses analyses et ses propositions. Il doit définir son objectif à long terme : éliminer le capitalisme en élaborant un projet neuf et en rassemblant largement autour de ce projet. Cette élaboration demandera beaucoup d'efforts et de temps. Il lui faudra aussi déterminer sa démarche à court et moyen terme sans entretenir l'illusion du « grand soir » et sans se limiter à scander des slogans.

Cette construction ne sera pas simple. Le mouvement révolutionnaire est dispersé. Il est désorienté, car beaucoup d'hommes et de femmes ne croient pas aujourd'hui qu'il existe une alternative au capitalisme, au point que de nombreux militants se réclamant du communisme ainsi que la CGT paraissent ralliés à cette idée. Pour être révolutionnaire, le mouvement de lutte doit être capable d'analyser les causes de son affaiblissement et d'affronter les raisons fondamentales de l'effondrement du socialisme. Comment peut-il dégager une perspective s'il n'affronte pas ces

questions ? Or, le mouvement anti-capitalisme n'a de sens que s'il offre une perspective.

C'est un pari difficile, mais l'enjeu vaut la peine d'entreprendre cet effort

Réflexions

De l'antilibéralisme à l'Union de la gauche

La décision de L Fabius de voter Non au référendum afin de ne pas couper le PS du courant de lutte a ouvert à la Direction du PCF et à une série de groupuscules de la galaxie alter-mondialiste, la perspective de constituer une coalition de rechange. Le Oui du PS et l'éviction de L Fabius de la Direction a mis fin à cette perspective. Fabius exit, l'enjeu devenait qui allait diriger la coalition du Non à coté du PS ? Malgré la multitude de réunions de sommet aucun des membres de la coalition du Non n'était capable de s'entendre sur un quelconque programme. La perspective des élections présidentielles allait rendre plus intense la lutte pour le contrôle de la coalition. La Direction du PCF fit la redoutable proposition de créer les collectifs anti-libéraux afin de fédérer les mouvements du Non pour élaborer un programme et décider du candidat à l'élection présidentielle. le but était d'utiliser ces collectifs pour imposer la candidature de MG Buffet. Mais, le PCF était placé sous la tutelle de structures, sans aucune représentativité, extérieures au PCF. Les autres composantes de la coalition avaient accepté la proposition du PCF, car elle servait leur ambition; celle d'imposer au PCF une candidature non communiste. L'enjeu devenait alors le contrôle des collectifs ! Pour faire accepter sa candidature, la direction du PCF était allé jusqu'à valider le programme anti-libéral, acceptant même de mettre en débat le nucléaire. Dans cette bataille de pouvoir, aucun des deux camps n'a pu s'imposer. MG Buffet est donc candidate, non du PCF, mais du rassemblement anti-« bidule ». Cet effacement du PCF, n'a d'autre but que de récolter les suffrages de ceux qui se réclament de l'antilibéralisme. C'est peine perdue, car l'anti-libéralisme est l'un des masques de l'anti-communisme. Qu'à cela ne tienne, malgré l'impasse dans laquelle elle s'est enfermée, la direction du PCF a persévéré dans sa stratégie d'effacement. Malgré les insultes reçues lors de la réunion nationale des collectifs « anti-bidule », MG Buffet veut présenter pour les législatives dans chaque circonscription, non des candidats communistes mais des candidats « anti-libéraux » (P Cohen-Seat, B Dionnet, E Gautier, JF Gault, réunion du 30 janvier des collectifs antilibéraux). Ce qui implique la disparition du groupe communiste à l'Assemblée nationale. Mais la candidature de Bové, cet aventurier que le PCF a porté au pinacle marque la fin de la stratégie du rassemblement anti-libéral. La Direction du Parti est en train de recentrer son discours sur la gauche (le Non de gauche se satellise autour du Oui de gauche) en jouant les pleureuses sur le PS qui ne fait pas ce qu'il faut pour que la gauche soit vraiment la gauche!! La Direction du Parti est incapable de développer une stratégie autonome, elle navigue au jour le jour à la recherche d'alliances sans contenu. Ce n'est pas cela, qui lui permettra de sauver ses élus.

GM

Crise à AIRBUS

La direction de EADS vient de décider une série de mesures pour rationaliser la production des AIRBUS (le plan power 8) : 10 000 suppressions d'emplois, fermetures d'usines en France et en Allemagne, nouveaux recours à la sous-traitance pour certaines activités alors que d'autres sous-traitants voient leur activité réduite. Ces mesures sont prévues bien que les carnets de commandes sont pleins. Pour la direction de EADS, il s'agit de rétablir un haut niveau de bénéfices malgré les retards dans la production de l'A380. Il faut dégager des moyens financiers pour de nouveaux investissements et pour rétribuer les actionnaires. D'ailleurs, les grands actionnaires privés que sont Lagardère et Daimler-Chrysler se retirent

partiellement du Capital puisque les profits baissent.

Les Etats allemand et français vont venir à la rescousse pour recapitaliser AIRBUS. Ce qui n'empêche pas de nombreux hommes politiques, la plupart des médias et les experts du Capital à proclamer que la gestion doit tout de même rester complètement entre les mains des industriels qui ont réduit leur participation au capital sous prétexte que les Etats seraient de mauvais gestionnaires et que le gouvernement américain n'apprécierait pas et pourrait prendre des mesures de rétorsion avec ou sans l'OMC.

Ce serait une faute stratégique de céder aux pressions des USA et des capitalistes qui utilisent les Etats comme des vaches à lait. Le gouvernement

américain porte Boeing à bout de bras et les capitalistes européens ne feront pas de sacrifices pour les intérêts stratégiques de l'Union Européenne et de ses pays membres.

Même dans le cadre de la phase actuelle du processus historique de mondialisation, l'Union Européenne comme ses Etats membres et les Etats en général sur la planète doivent conserver des positions fortes dans des secteurs stratégiques comme l'Energie, les Transports, l'Education, la Recherche, etc. La libéralisation généralisée des échanges voulue par le Capital doit être combattue sans chercher un repli nationaliste pour préserver les droits légitimes des peuples et des salariés.

Dans le cas d'EADS, les Etats européens ne doivent pas se replier sur eux-mêmes comme certains le proposent car cela porterait un coup

Michel PIERRE

fatal à l'industrie aéronautique en Europe. Les salariés des pays concernés, doivent se fixer comme objectif l'abandon du plan Power 8 et une autre restructuration de l'entreprise AIRBUS qui ne se fasse pas sur le dos des salariés. C'est possible, C'est une question de conviction pour les personnels et l'opinion publique qui peuvent obliger les Etats concernés à assumer leur responsabilité, en particulier en France en pesant sur l'élection présidentielle et les élections législatives.

Si les forces progressistes veulent l'emporter réellement sur le Capital, il ne faut pas qu'elles se laissent enfermer dans un dilemme fatal : la résignation à la libéralisation capitaliste ou le repli protectionniste et l'attente du « grand soir » qui pourrait bien ne jamais survenir.

Gayssot : la honte !

1°) La Loi dite Gayssot fut justifiée par son auteur par la nécessité de lutter contre ceux qui niaient ou relativisaient l'extermination nazie dans les camps de la mort. La législation était tout à fait suffisante pour s'opposer à l'expression de telles idées. Mais il fallait faire semblant de s'opposer à Le Pen alors que les médias contrôlés par le PS invitaient régulièrement celui qui servait d'épouvantail afin d'activer le vote utile et d'essayer de casser la droite dans le but construire de nouvelles alliances. Cette loi opportuniste créait un précédent ; celui de permettre au parlement de déterminer ce que les historiens avaient le droit de dire et de ne pas dire. La loi Gayssot qui faisait du Tribunal de Nuremberg le dépositaire de la vérité historique concernant la politique d'extermination des nazis fut suivie d'autres lois tout aussi opportunistes: la loi Tobira sur l'esclavage, celle sur l'aspect positif de la colonisation, celle récente sur le génocide arménien et celle du parlement européen condamnant le communisme. Avec la rétraction du mouvement de lutte, les lobbies exercent une influence de plus en plus déterminante dans les textes examinés par le parlement. Pour les majorités parlementaires satisfaire ces lobbies est un moyen s'attacher un électorat qui est de moins en moins appréhendé comme un ensemble de catégories sociales mais de plus en plus comme un ensemble de communautés. La loi Gayssot et les suivantes sont liberticides car elles mettent en cause la liberté de l'historien. Il n'y a pas que

Sarkosy qui menace les libertés, les groupes PS et PCF pour satisfaire le lobby arménien n'y sont pas allés de main morte dans la sévérité des peines à l'encontre des historiens, des enseignants qui remettraient en cause le génocide de 1915. Si les massacres de masse perpétrés par le gouvernement Turc sont une réalité historique, le génocide reste à démontrer, c'est aux historiens de le déterminer et cette loi liberticide le leur interdit.

2°) Le président du conseil régional Languedoc Roussillon, maire de Montpellier, G Frèche, se maintient au pouvoir grâce à un système de prébendes. Une partie de la population étant d'origine pieds noirs le monarque de Septimanie a décidé de jouer dans le registre Front National. D'où la tirade anti harki sur « les sous hommes » et puis récemment allant plus loin dans l'ignoble les propos sur le nombre de joueurs noirs de l'équipe de France de football. Face l'émotion suscitée par ses propos le PS a fini par l'exclure, mais Gayssot et le groupe PCF le soutiennent. Sans doute sont-ils bénéficiaires des prébendes du monarque... Frèche raciste c'est une exagération, tout au plus quelques excès de langage dus à un caractère impétueux !! et puis de toute façon Frèche est de gauche c'est cela l'essentiel ! Il faut sauver l'Union de la gauche qui permet de garder des élus. Quant à Gayssot, il est toujours membre du PCF, cela roule pour lui, il paraît que l'on exclut plus au PCF. Mais il n'a rien à craindre, dans un parti où il n'y a plus de militants, l'argent provient essentiellement des élus. Alors si on se met à se débarrasser des élus ! Et voilà comment de la lutte des classes le PCF en bon

parti social démocrate en est arrivé à la lutte des places. L'important est de garder des élus, même GM

si c'est au prix des reniements les plus fondamentaux.

Pourquoi l'effondrement du socialisme? (I)

Le 20^e siècle fut marqué par l'affrontement entre le système capitaliste et le système socialiste. Des générations se sont identifiées au socialisme. Le socialisme existait, il devait être défendu. Sa défense était justifiée par la haine dont il était l'objet de la part des pays capitalistes et par la répression dont étaient victimes ceux qui luttaient pour lui dans les pays capitalistes. Au bout de 70 ans de lutte, c'est le capitalisme qui l'a emporté. Il est curieux que le Parti communiste dont la naissance est liée à l'existence de l'Union Soviétique, n'ait pas essayé de déterminer les causes de son effondrement.

Il est évident que ce n'est pas dans le cadre de cette publication que le sujet sera traité dans son ensemble. Cet article a pour seule ambition de fournir des pistes de réflexions.

Si la Russie présentait des zones de développement industriel, le pays était profondément sous-développé. Tous les pays sous développés sont caractérisés par la violence et l'autoritarisme, venant aussi bien du pouvoir que des mouvements révolutionnaires. Cet autoritarisme utilisé comme moyen de résoudre les contradictions issues du mouvement de la société prend sa racine dans l'idéologie de l'organisation familiale dominante de ces sociétés, qui est celle de la famille égalitaire autoritaire. Cette forme d'organisation prédomine dans les sociétés à dominante paysanne en Europe orientale, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine alors qu'elle est minoritaire en Europe occidentale, constitue un substrat idéologique d'organisation de la société. Au cours du 20^e siècle, cette idéologie va régresser quand elle va se heurter à l'urbanisation et au développement foncièrement inégalitaire de l'économie capitaliste. En Russie, le socialisme s'est développé sur le terreau de l'idéologie de l'égalitarisme-autoritarisme. L'ampleur des difficultés économiques résultant de la guerre civile alimentée par les puissances occidentales, poussa le pouvoir politique à recourir à la violence comme méthode permanente de gouvernement. Les formes d'organisation de l'Etat tsariste ne furent pas fondamentalement modifiées par la

Révolution. Ce qui est appelé le stalinisme est une conception répressive de l'Etat reposant sur une société arriérée. Cette organisation coercitive de la société va entrer en contradiction avec l'évolution de cette société. Les énormes sacrifices que le peuple soviétique a consentis lors de la deuxième mondiale lui ont rendu insupportable la permanence de l'Etat répressif. La période Kroutchev va marquer une ouverture qui sera transitoire face aux contradictions générées par le développement économique.

Compte tenu de l'arriération économique de la Russie, le développement de l'URSS a reposé sur le développement indispensable des industries de base (sidérurgie, mines, métallurgie). Dans les années 1960, le développement de la production va nécessiter comme dans les pays capitalistes le développement du travail qualifié et des services. Dans la conception du mouvement révolutionnaire, la classe ouvrière, c'est à dire les salariés producteurs de biens matériels, mais réduite aux fonctions d'exécution, est motrice de la transformation de la société et est seule intéressée à la pérennité du système socialiste. Les fonctions de conception et les salariés non producteurs de richesses sont réduits au rôle de satellites. Le développement des services implique qu'un salariat qui est considéré comme non acquis par nature au socialisme, joue un rôle de plus en plus grand dans la société. Contribuer à son développement revient à fragiliser le socialisme. La mythification de la classe ouvrière de l'industrie lourde a contribué à plomber toute réflexion sur le nécessaire développement des forces productives et du salariat. Le travail intellectuel était restreint pour l'essentiel aux artistes et aux scientifiques. L'intégration massive du travail intellectuel dans la production ne pouvait être envisagée, les intellectuels devant être sous le contrôle de la classe ouvrière. Les intellectuels mis sur un piédestal étaient sous tutelle, regroupés dans des cités scientifiques ghetto comme Akademgorod. Ces conceptions réductrices du salariat ont empêché le développement des forces productives. Ce développement aurait nécessité des reconversions importantes du salariat. La direction politique du pays n'a pas eu la volonté d'affronter ces enjeux. Ceci d'autant que

l'impérialisme américain a contraint l'Urss à stériliser une part importante de ses richesses dans l'industrie de défense. Toute réorganisation de l'appareil de production présentait le danger de fragiliser la capacité de défense du pays.

En système socialiste, la valeur créée doit servir à la valorisation de la force de travail, sans pour autant obérer le développement des forces productives. Or, une part très importante de la valeur créée, beaucoup plus importante que dans les pays capitalistes est utilisée pour reproduire la force de travail des salariés (Protection sociale, santé, enseignement, culture, sport,...). L'autre part de la valeur sert aux investissements productifs, à la recherche, aux développements des infrastructures et à la défense. Les technologies sont décisives dans la création de la valeur, ce sont elles qui permettent de produire plus de richesses en économisant le travail et d'élargir ainsi l'éventail d'utilisation de la valeur créée. Ce n'est pas pour rien qu'en système capitaliste, la lutte pour les technologies constitue l'enjeu majeur de la guerre que se livrent les entreprises capitalistes et les Etats qui les épaulent afin d'accumuler le maximum de capital. Toute société doit produire plus de richesses qu'elle n'en consomme pour assurer son développement. La part d'un pays dans le commerce international exprime son niveau de développement. Or, la part

de l'Urss comme celle des pays socialistes dans le commerce international après avoir connu une croissance faible mais régulière va stagner puis régresser à partir des années 70. L'Urss va se révéler incapable de concurrencer le système capitaliste dans la course à la technologie. Ne créant plus suffisamment de valeur pour assurer son développement le socialisme ne sera plus en mesure de renouveler ses investissements productifs, son parc industriel va vieillir jusqu'à devenir obsolète, incapables de produire des marchandises répondant aux besoins de la société. Cette réduction des investissements va s'étendre à tout le secteur social. Fin des années 80, l'appauvrissement de la société est général. L'Urss n'est même plus en mesure d'assurer efficacement sa défense face à l'impérialisme US.

Il en est du Socialisme comme du Capitalisme, tout part de l'entreprise lieu de création de la valeur. Si le Capitalisme a pour objectif de maximiser le rapport profit/capital investi, le profit étant la part de la valeur ajoutée qui revient au capitaliste, le socialisme doit avoir pour objectif de maximiser le rapport valeur ajoutée (les richesses disponibles)/capital investi. C'est pour avoir négligé ce rapport que le socialisme s'est effondré. Nous reviendrons sur ce problème fondamental dans le prochain numéro.

Gilles Mercier

La politique criminelle des USA

La politique étrangère américaine apparaît de nos jours, de plus en plus clairement, pour ce qu'elle est: une politique fondée sur l'unilatéralisme visant à imposer l'hégémonie des Etats-Unis, y compris par la force. Le justification de cette politique, c'est la « démocratie » en fonction des intérêts du grand capital américain ...Font partie de la bande admise dans le club américain; les Etats démocratiques ou non, qui servent les intérêts des Etats-Unis comme la dictature militaire égyptienne.

Oublié le soutien apporté pendant des décennies aux régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud.

Oublié l'élimination par la CIA de Soekarno qui joua un grand rôle pour l'organisation de la conférence de Bandung (1965) réunissant les représentants de 29 pays d'Afrique et d'Asie « contre le colonialisme et l'impérialisme et pour l'émancipation à l'égard des « grands ». Très gênant pour les EU, il fut remplacé, par Suharto en 1966 qui s'empessa d'assassiner 600.000 communistes pour établir avec le soutien des EU un régime dictatorial jusqu'en 1998.

Oublié le soutien au dictateur corrompu Batista qui régnait par la terreur et la corruption sur Cuba, avant Castro, avec la bénédiction états-unienne. Batista fut balayé par la révolution cubaine. Celle-ci résista à une lamentable tentative d'invasion de l'Ile par les émigrés cubains sous la protection de la marine américaine. Depuis des décennies, Cuba subit un ignoble embargo de la part des EU !.

Oublié le Chili où les Américains installèrent, par un putsch, Pinochet qui vient de mourir dans son lit.

Oublié l'enlèvement d'Hugo Chavez, le président du Venezuela, pourtant élu démocratiquement, par un quarteron d'officiers félons avec l'aide de la CIA, et restitué au peuple suite à une manifestation monstre.

Même méthode en Palestine ; « capitulez devant Israël, sinon vous n'aurez pas de pain ». C'est l'infâme blocus décrété par les EU et l'UE contre les palestiniens. C'est la première fois qu'un peuple occupé est traité ainsi !

Oublié le martyr du Vietnam : un million de morts !

Oubliés les mensonges pour justifier la guerre à l'Irak où il fallait, soi-disant, chasser le dictateur Saddam Hussein qui possédait des armes de destruction massives ! « Du beau travail », pour le malheur de l'Irak et des Irakiens !

Les Etats-Unis conjuguent actuellement les thèmes de la démocratie et du terrorisme pour finalement aller contre la démocratie et la liberté des peuples et donc renforcer le terrorisme.

Pour les Etats-Unis ;

le capitalisme est le seul système viable

la civilisation est menacée par le terrorisme, la civilisation occidentale s'entend. Il faut la protéger contre les barbares de l'Islam et leurs alliés.

C'est en s'appuyant sur ces thèmes que les Etats-Unis se permettent de fouler aux pieds le droit international. Pour les Américains « les Conventions de Genève sont obsolètes » (Bush en 2003). Guantanamo est nécessaire pour lutter contre le terrorisme, les transferts clandestins de prisonniers aussi...

l'UE est complice, elle qui se dit si soucieuse de démocratie... quand ça l'arrange ! La France aussi évidemment ! Chirac a beau faire des circonvolutions, la France cautionne !

La nouvelle stratégie américaine pour assurer sa domination est de détruire ou déstabiliser les Etats qui ne lui sont pas acquis. Actuellement, c'est l'Iran qui est dans le collimateur. Il est curieux de voir comment en France, tous les partis sont unis, d'une façon ou d'une autre, dans la croisade contre l'Iran. Ils ont tous* participé au meeting du 13 février contre l'Iran, organisé par le CRIF qui se révèle de plus en plus comme le fer de lance d'Israël en France.

L'Etat d'Israël pratique une stratégie analogue à celles des Etats-Unis. Qui a inspiré l'autre ? Il s'agit de détruire la société palestinienne par tous les moyens : annexion des terres, mur qui atomise la société palestinienne, en cantons isolés, humiliation (mosquée d'Al Aqsa), permis de circuler, emprisonnement d'élus, assassinat de dirigeants, harcèlement de la population... Quel ridicule cruel que les trois exigences du Quartet envers les Palestiniens : fin de la violence, reconnaissance des accords passés, reconnaissance d'Israël sans la contre-partie de la reconnaissance de l'Etat palestinien dans les frontières de 1967 ! Quant à la France, elle slalome ! Chirac peut tenir le même discours devant Abbas ou devant Olmert : « la France est pour l'existence de deux Etats, un Etat israélien et un Etat palestinien ». Mais si on n'est pas plus précis : frontières de 1967, droit des réfugiés, Jérusalem-est pour capitale de l'Etat palestinien, on n'avance guère après 50 ans de martyr des Palestiniens.

En fait, l'Etat d'Israël est l'allié de l'empire américain pour aider celui-ci à briser, dans cette région, toute volonté de résistance. à l'hégémonie américano occidentale. Irak, Liban, Palestine, Iran, tout cela constitue les maillons de la même chaîne : celle de la « pax americana. ».

René Malzieu

* le PCF était représenté par Nicole Borvo!

Périodique trimestriel

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

N°54 Mars 2007-Prix 3 euros- Abonnement 4 Numéros 10 euros.

Directeur de publication Françoise Courtin. Rédaction: Gilles Mercier.

N° CCP 4210612T033

Imprimé dans nos locaux, 8 rue Hélène Boucher 94320 Thiais.

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry sur Seine

Adresse mail miquelmercier@free.fr